



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°549 du 30 octobre au 5 novembre 2025

**CHARTE
PASTORALE**
UNE RÉFORME VITALE

TRANSITION
LES POLITIQUES SUR
LA SELLETTE

**MONDIAL
U17 2025**
LES AIGLONNETS PRÊTS



VIE CHÈRE

LA PRESSION S'INTENSifie

La pénurie de carburant bouleverse les prix et ralentit l'économie. Entre transport paralysé et pouvoir d'achat en chute, les ménages tentent de s'adapter à un quotidien de plus en plus difficile.

GRATUIT
Ne peut être vendu

JOURNÉE MONDIALE DE LA VUE, ÉDITION 2025

Lapaire renforce les capacités des journalistes spécialisés en santé

À l'occasion de la commémoration de l'édition 2025 de la Journée mondiale de la vue, célébrée le 9 octobre 2025 sous le thème «Love Your Eyes» («Aimez vos yeux»), le groupe Lapaire, entreprise panafricaine spécialisée dans la santé visuelle, a organisé un atelier de formation à l'intention des journalistes spécialisés en santé. Cette initiative, placée sous le signe du renforcement de capacités et de la sensibilisation, s'est tenue du 6 au 7 octobre 2025 au Mali, en ligne avec la participation d'une quarantaine de professionnels des médias venus du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Togo.

En effet, cet atelier, conduit par les experts de la société, s'inscrit dans la démarche citoyenne et responsable de Lapaire en matière de promotion de la santé oculaire. Pendant deux jours, les participants ont été formés aux techniques de reportage et de sensibilisation sur les questions de santé visuelle, ainsi qu'aux fondamentaux du journalisme appliqués à la santé optique.

En initiant cette rencontre, Lapaire entend non seulement outiller les journalistes afin qu'ils puissent mieux relayer les problématiques liées à la santé oculaire, mais également renforcer la culture de prévention au sein des populations. Cette entreprise citoyenne, fidèle à sa vocation de faciliter l'accès à des soins optiques de qualité, fait de la formation et de la sensibilisation à travers les médias un véritable levier de changement social.

Des objectifs clairs et des retombées attendues

Selon les organisateurs, l'atelier a permis de renforcer les compétences des journalistes en matière de santé oculaire à travers le Réseau des journalistes pour la santé (RJS), espace de partage et de réflexion. Grâce à la vulgarisation des bonnes pratiques en optique, l'action de Lapaire entend dynamiser le champ d'intervention des journalistes sur les questions de la santé oculaire en vulgarisant les bonnes pratiques et les enjeux de la santé visuelle.

En interne, Lapaire ambitionne d'être reconnue comme une entreprise citoyenne et engagée, dont l'expertise en optique est une référence dans les pays francophones où elle est implantée, notamment au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Maroc, en Ouganda, au Sénégal, en Tanzanie et au Togo.

Des participants satisfaits et désormais mieux équipés

À la fin de la session, les bénéficiaires ont unanimement salué la pertinence de l'initiative. Ils estiment que cette formation leur permettra désormais d'aborder les questions liées à la santé oculaire avec plus de précision et de rigueur terminologique, en adoptant un champ lexical adapté au domaine médical. Il faut noter que la session a été clôturée par la remise d'attestations de participation aux bénéficiaires en présence de la représentante de Lapaire au Bénin, qui a réaffirmé l'engagement de la société à œuvrer encore plus dans la promotion de la santé visuelle.

Un engagement citoyen et durable pour la santé visuelle

À travers cette initiative, Lapaire réaffirme son engagement à promouvoir le bien-être visuel des populations africaines, en renforçant son dispositif de sensibilisation, elle renforce son rôle d'acteur de développement et de partenaire privilégié des médias pour une meilleure couverture des enjeux liés à la santé des yeux.

Par ailleurs, la Journée mondiale de la vue édition 2025 aura, une fois encore, pour Lapaire, une belle occasion de faire passer un message citoyen et action professionnelle, tout en rappelant à chacun l'importance de se soucier de ses yeux pour mieux voir... et mieux vivre.



N°549 du 30 octobre au 5 novembre 2025

ÉDITO

Crise du carburant : L'union des efforts avant tout

En période de crise, la cohérence de l'action publique devient une exigence, non un choix. Alors que le pays traverse une pénurie de carburant sans précédent, l'efficacité des initiatives dépend d'une seule condition, à savoir la coordination. Or, les signaux récents montrent le contraire. Depuis le début de la crise, plusieurs associations de jeunes et plateformes citoyennes s'efforcent de fournir des informations pratiques sur la disponibilité du carburant, parfois en lien direct avec les gérants de stations-service. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, a convié influenceurs, artistes et communicants à une rencontre le 28 octobre 2025 pour les appeler à relayer les messages de paix et de civisme. L'intention est louable, puisqu'il s'agit d'impliquer les voix qui touchent la jeunesse. Mais, sur le fond, la démarche interroge. Pendant que le ministère cherche à mobiliser les « soldats de l'information », le Conseil national de la jeunesse (CNJ) mène déjà, et de manière constante, des actions concrètes. Chaque jour, il actualise et publie la liste des stations-service disposant de carburant, aidant ainsi à désengorger Bamako et à éviter des tensions dans les files d'attente. Cette initiative, saluée pour son utilité immédiate, mériterait d'être renforcée plutôt que de se voir doublée par une communication parallèle dont la portée reste floue. Dans une situation aussi sensible, multiplier les voix sans cohérence ne produit pas plus d'impact. Cela risque au contraire de diluer la confiance et de disperser les efforts. Aujourd'hui, la priorité n'est pas de multiplier les messages, mais de parler d'une seule voix. Le civisme commence aussi par la discipline et la rigueur institutionnelles.

MASSIRE DIOP

LE CHIFFRE

14 000

C'est le nombre de postes dont la société Amazon a annoncé la suppression ce 28 octobre 2025. L'entreprise justifie cette réduction globale par des ajustements liés à l'Intelligence Artificielle (IA).

ILS ONT DIT...

- « Le premier élément, c'est d'abord de se dire qu'il n'y a pas qu'un seul facteur qui pourrait expliquer le terrorisme. Il n'y a pas que l'injustice sociale, il n'y a pas que le fait religieux, il n'y a pas que le sentiment de la non-utilité sociale de l'État, il n'y a pas que le peu de bienveillance des services sociaux de base. Il faut plutôt avoir à l'esprit que le terrorisme s'explique par une connexion entre ces facteurs [multiples] ». **Dr. Aly Tounkara, chercheur**.

- « Ce qui vient de se passer n'est pas une véritable élection, et ce à quoi nous avons assisté ne fait pas honneur à notre pays. Le scrutin a eu lieu dans un climat de peur et a été marqué par une faible participation, visible et reconnue de tous. Il faut s'unir et reconstruire la confiance ». **Tidjane Thiam, candidat non retenu (ou recalé) à l'élection présidentielle**.

UN JOUR, UNE DATE

Le 30 octobre 1974 : Mohamed Ali remporte son titre mondial des Poids Lourds par Knock-out (K.O.) face à George Foreman, lors du combat historique dit « Rumble in the Jungle » à Kinshasa (Zaïre, actuel RDC).



L'activiste malien Tahirou Bah a été libéré ce 28 octobre 2025, après environ trois mois de détention. Placé en détention provisoire fin juillet, il avait été jugé le 29 septembre pour insultes publiques via un système informatique.



Moussa Mara a été condamné le 27 octobre 2025 à deux ans de prison dont un an avec sursis et une amende de 500 000 FCFA, ainsi qu'au paiement du franc symbolique. Il a été jugé coupable d'atteinte à la crédibilité de l'État et d'opposition à l'autorité légitime.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



RENDEZ-VOUS

5 novembre 2025 :

Concert de Michelle Kaniba Traoré à l'Institut Français du Mali (IFM)

4 au 9 novembre :

Festival Malifiniw au Palais de la culture

6, 7 et 8 novembre :

RDV chez nous à Bamako, spectacle de la Compagnie Nama à Magambougou

11 et 12 novembre 2025 :

Salon international de la défense et de la sécurité au Parc des Expositions

CRISE DU CARBURANT : LE POUVOIR D'ACHAT DES MALIENS À RUDE ÉPREUVE

Les effets de la crise du carburant que traverse le Mali depuis plusieurs semaines s'étendent à tous les secteurs d'activité. Perturbant profondément le système d'approvisionnement du pays, elle provoque une hausse des prix et fragilise davantage un pouvoir d'achat déjà affaibli.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Depuis près d'un mois, le Mali vit une pénurie d'hydrocarbures qui impacte durement la vie économique et sociale. Transport, commerce ou encore éducation, les effets de la crise se font sentir partout. Alors que les autorités tentent d'organiser la distribution du peu de carburant disponible, les consommateurs redoutent les conséquences d'une situation qui menace directement leur quotidien. « Depuis le 20 octobre, nous avons dû arrêter toutes nos activités, faute de gasoil », explique M. Touré, responsable d'une compagnie de transport interurbain. Une situation difficile pour le personnel et les usagers, contraints à un arrêt total des activités pendant une semaine, du transport de voyageurs au fret. Ce n'est qu'après la décision gouvernementale de ravitailler en priorité certains véhicules, dont ceux du transport public, que la compagnie a pu obtenir du carburant pour un premier bus et relancer sa ligne Bamako - Mopti le 27 octobre. Un signe d'espoir que le responsable souhaite durable, alors que le reste du parc attend toujours d'être ravitaillé. « Nous n'avons pas modifié nos tarifs, car nous obtenons le gasoil au même prix », précise-t-il.

Transports perturbés et prix en hausse Mais cette stabilité ne se vérifie pas partout. Dans la capitale, les principaux moyens de transport, notamment les minibus SOTRAMA et les moto-taxis, ont augmenté leurs tarifs. Sur certains axes, les trajets sont passés de 300 francs CFA à 400 ou 500 francs. Les moto-taxis fac-



Avec la pénurie de carburant, les prix des denrées et des services ont flambé.

turent désormais entre 1 500 et 4 000 francs CFA chaque trajet, parfois le double du tarif habituel. Certains conducteurs justifient ces hausses par le prix du carburant, vendu au marché noir jusqu'à 4 000 ou 5 000 francs CFA le litre. Dans plusieurs quartiers périphériques de Bamako, comme Kalaban, Faladié ou Baco-Djicoroni, les longues files de véhicules créent des embouteillages jusqu'à tard dans la nuit, perturbant le ramassage scolaire et la distribution des produits alimentaires.

La crise touche aussi les activités de transport de marchandises. Les maraîchers, livreurs de pain et transporteurs de produits frais peinent à acheminer leurs denrées, ce qui entraîne des pertes économiques importantes. Dans plusieurs marchés de Bamako, le prix de la tomate, de l'oignon ou du piment a doublé en une semaine. Les longues files d'attente dans les stations aggravent le désordre : des conducteurs de mototaxis dorment sur place, à des kilomètres de leur domicile, pour espérer quelques litres d'essence.



Depuis le 20 octobre, nous avons dû arrêter toutes nos activités, faute de gasoil.

Dommages collatéraux L'école, elle aussi, subit de plein fouet les conséquences de la crise. La pénurie de carburant perturbe les déplacements des enseignants et des élèves. Le 26 octobre 2025, dans un communiqué conjoint lu à la télévision nationale, le ministre de l'Éducation et son homologue de l'Enseignement supérieur ont annoncé la suspension des cours

ment, car ils peinaient à assurer le déplacement de leurs enfants. Mais elle révèle aussi l'ampleur d'une crise qui paralyse la vie nationale. Si le télétravail reste une alternative pour certaines entreprises, d'autres se retrouvent bloquées : l'électricité est rationnée et les groupes électrogènes tournent au ralenti faute de gasoil. Boubacar Sacko, cadre dans une banque de la place, té-

tos-taxis ou livreurs de pain : tous sacrifient leur confort pour continuer à « tenir ».

Prix sous tension La maîtrise des prix constitue l'un des défis les plus redoutés de cette crise. Malgré les assurances du Gouvernorat du district de Bamako sur la disponibilité des produits et la stabilité des tarifs, les inquiétudes demeurent. Lors d'une réunion tenue le 27

octobre, les autorités locales ont rappelé que les prix du riz, du mil et du maïs n'avaient pas changé. Mais sur le terrain la situation évolue vite. Fortement dépendant des importations pour ses biens de consommation courants, le Mali est vulnérable à toute perturbation logistique. « Nous importons presque tout ce dont nous avons besoin, ce qui nécessite des moyens de transport et d'énergie conséquents », explique le Dr Sékou Diakité, enseignant à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG). Le manque de carburant, souligne-t-il, perturbe dangereusement la chaîne d'approvisionnement et crée un effet domino sur les prix. « La rareté du carburant, associée à la mauvaise habitude d'augmenter les prix même sans raison, entraîne une hausse quasi inévitable », poursuit le chercheur. Le retard des livraisons perturbe la loi de l'offre et de la demande, provoquant une inflation progressive. Même si le prix officiel à la pompe est inchangé, les longues heures d'attente et les surcoûts du transport augmentent indirectement les prix finaux. Certaines structures comme les boulangeries, qui fonctionnent au gasoil en l'absence d'électricité, ont réduit leur production, tandis que d'autres ont relevé leurs prix. L'électricité, elle-même tributaire du carburant, voit son coût grimper, entraînant une hausse des charges dans les petites entreprises artisanales et industrielles. Sur le marché, les prix du sucre, du riz et du mil restent officiellement stables, mais les commerçants et consommateurs s'interrogent : jusqu'à quand ?

Face à l'ampleur de la pénurie, plusieurs associations de consommateurs ont demandé au gouvernement de publier un calendrier clair de distribution et d'intensifier la communication sur les volumes disponibles afin d'éviter la désinformation.

Trouver l'équilibre Pour gérer l'urgence, « il faut explorer toutes les voies d'approvisionnement », recommande le Dr Diakité. Il plaide pour un approvisionnement rapide et encadré, tout en imposant des règles strictes aux opérateurs économiques. À long terme, il suggère la construction d'une raffinerie nationale afin d'importer du pétrole brut et d'augmenter les capacités de stockage. Il estime également nécessaire de constituer un stock de sécurité pour les forces armées, afin de préserver leur mobilité opérationnelle. L'extension rapide de Bamako complique encore la situation. Ses habitants, installés toujours plus loin du centre, dépendent des transports motorisés pour travailler, étudier ou commercer. « Cette crise peut être l'occasion pour l'État de reprendre le contrôle du circuit du carburant et de réduire la mobilité des groupes armés terroristes », estime Mahamadou Beïdaly Sangaré, enseignant-chercheur à la FSEG. Selon lui, elle devrait pousser le Mali à diversifier ses sources d'approvisionnement et à relancer le dossier des biocarburants, un secteur prometteur encore peu exploré.

Pour les observateurs, cette crise agit comme un révélateur des fragilités structurelles du pays, entre dépendance extérieure, manque d'infrastructures, déficit de coordination et de communication entre acteurs publics et privés. Elle souligne aussi la nécessité d'une planification durable pour éviter que les crises logistiques ne se transforment en crises sociales. ■

3 QUESTIONS À



MAHAMADOU BEÏDALY SANGARÉ
Enseignant à la FSEG

1 Quels sont les effets que pourrait avoir la crise actuelle de Carburant ?

Cette crise pourrait avoir plusieurs effets sur l'économie malienne. Notamment, les finances publiques à travers la réduction des recettes douanières liées au carburant. Il peut y avoir des blocages au niveau de la chaîne de distribution et sur la mobilité des personnes et les flux d'échange portant sur les biens et services.

2 Doit-on craindre une hausse générale des prix ?

Naturellement, la pénurie de carburant peut déboucher effectivement sur une pénurie des denrées de premières nécessités et d'autres produits pour des raisons évoquées plus haut. En effet, l'incertitude sur l'approvisionnement correct en carburant entraîne une incertitude sur l'approvisionnement des marchés en d'autres produits. Cette incertitude déclenche à la fois un effet d'anticipation et un effet spéculatif.

3 Quelles solutions durables pour sortir de la crise ?

La solution durable serait la levée de l'incertitude sur l'approvisionnement du pays en carburant en jugulant la principale cause de cette crise. Je pense que les autorités sont en train de faire le nécessaire pour cet effet. Il faut surtout se pencher sur les mesures d'atténuation de la crise. Il s'agit d'empêcher la spéculation, mettre en place un système de rationnement pour éviter les reventes, prioriser les moyens de transport collectif et donner des informations fiables et pertinentes.

ÉVOLUTION DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS

Officiellement, les prix du carburant n'ont pas bougé depuis mars 2025. Pourtant, la crise de l'approvisionnement entretient la spéculation et fait grimper les prix d'autres produits essentiels. Voici l'évolution des prix de certains produits entre 2024 et 2025 dans le District de Bamako.

1

ESSENCE ET GASOIL (OCTOBRE 2024)

Super : Entre 800 à 850 FCFA
Gasoil : Entre 725 à 750 FCFA

6

MAÏS

2024 : Entre 275 et 300 FCFA / kg
2025 : Entre 271 et 275 FCFA / kg

2

DE MARS 2025 À MAINTENANT

Super : 775 FCFA / litre
Gasoil : 725 FCFA / litre

3

GAZ (DEPUIS 2021, LE GAZ N'EST PLUS SUBVENTIONNÉ)

Bouteille de 6 kg : Entre 6 000 et 7 000 FCFA
Depuis la crise du carburant : Bouteille de 6 kg vendue 10 000 FCFA
Prix subventionné du gaz : 485 FCFA / kg
Prix non subventionné : 985 FCFA / kg

8

RIZ BRISURE NON PARFUMÉ

2024 : Entre 450 et 900 FCFA / kg
2025 : 425 FCFA / kg

4

CHARBON (SAC DE 100 KG)

2024 : De 4 500 à 6 000 FCFA
2025 : Entre 6 000 et 7 000 FCFA

5

LAIT EN POUDRE

2024 : Entre 2 900 et 3 000 FCFA / kg
2025 : Entre 2 900 et 3 000 FCFA / kg

SUCRE

Local : Entre 600 et 620 FCFA / kg
Importé : Entre 600 et 650 FCFA / kg

9

Source : Rédaction



**SAHEL
INFUSION**



100%
Naturel

**Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali**











Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com

TRANSITION : LA DESCENTE AUX ENFERS DES HOMMES POLITIQUES

Depuis le début de la Transition, plusieurs personnalités politiques et figures publiques font face à la justice. Arrestations, mandats d'arrêt internationaux et condamnations se succèdent, dans un climat de méfiance et de crispation politique.

MOHAMED KENOUVI

L'ancien Premier ministre Moussa Mara a écopé le 27 octobre 2025 de deux ans de prison, dont un ferme, pour des faits qualifiés « d'atteinte au crédit de l'État », liés à des propos diffusés sur les réseaux sociaux en juillet dernier. Quelques semaines plus tôt, le 19 août, Choguel Kokalla Maïga, lui aussi ancien Premier ministre, avait été placé sous mandat de dépôt dans le cadre d'une enquête portant sur des soupçons « d'atteinte aux biens publics, faux et usage de faux ». En parallèle, plusieurs anciens ministres sont visés par des mandats d'arrêt internationaux. Tiéman Hubert Coulibaly, ancien ministre de la Défense, fait l'objet depuis juillet 2022 d'un mandat international pour « crime de faux, usage de faux et atteinte aux biens publics », dans une affaire d'achats d'équipements militaires datant de 2015. Les mêmes accusations concernent l'ancien Premier ministre Boubou Cissé et Mamadou Igor Diarra, ex-ministre de l'Économie et des Finances.



Les acteurs politiques sur la sellette.

coupable en septembre 2023 « d'atteinte au crédit de l'État » et purge une peine de deux ans, dont un an ferme. Sa demande de libération provisoire a été rejetée en février dernier. Issa Kaou N'Djim, également ancien membre du Parlement de la Transition, a pour sa part été condamné le 30 décembre 2024 à deux ans de prison, dont un ferme, pour offense publique et injures via les systèmes d'information. Le Président du parti dissous Alternative pour le Mali Mamadou Traoré, surnommé Le Roi, a été condamné le

Appels à la libération La multiplication de ces procédures inquiète les organisations de défense des droits humains. Amnesty International, Human Rights Watch et d'autres organisations internationales ont appelé à la libération des détenus politiques et au respect des droits de la défense. L'Union européenne a de son côté insisté sur la nécessité d'une transparence totale dans le traitement des affaires judiciaires, ainsi que sur le respect des standards internationaux relatifs à la liberté d'expression et à la détention. « La condamnation et la peine prononcées à l'encontre de Moussa Mara illustrent le mépris persistant des autorités pour les obligations du Mali en matière de droits humains, conformément à la Constitution et aux traités internationaux ratifiés par le pays », a déclaré Marceau Sivieude, Di-

La condamnation et la peine prononcées à l'encontre de Moussa Mara illustrent le mépris persistant des autorités pour les obligations du Mali en matière de droits humains...

Des affaires successives

D'autres personnalités notables alimentent également ce panorama judiciaire. Mohamed Youssouf Bathily, dit Ras Bath, est détenu depuis le 13 mars 2023 pour des propos jugés diffamatoires. Condamné en appel à 18 mois de prison, dont 9 avec sursis, il reste détenu dans le cadre d'autres procédures en cours. L'activiste et ancien membre du Conseil national de Transition Adama Diarra, alias Ben le Cerveau, a été reconnu

EN BREF

DIPLOMATIE : CINQ NOUVEAUX AMBASSADEURS ACCRÉDITÉS AU MALI

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a reçu le mardi 28 octobre 2025 les copies figurées des lettres de créance de cinq nouveaux ambassadeurs non-résidents accrédités auprès du Mali. Il s'agit du Pakistanais Khalid Hussain Khan Gudaro, de l'Indonésien Adrian Wicaksono, du Hongrois Gabor Levente Szarka, de l'Autrichienne Ursula Fahringer et du Burundais Édouard Nduwimana. Ces diplomates, qui résident respectivement à Alger, Dakar et Abuja, ont été reçus dans un esprit d'amitié et de coopération. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement malien de consolider ses relations bilatérales avec ses partenaires, dans le respect des intérêts mutuels et des nouveaux principes de gouvernance et de partenariat prônés par le Mali. Depuis quelques années, la diplomatie malienne se veut plus active et souveraine, diversifiant ses partenariats et privilégiant une coopération fondée sur la réciprocité et le développement mutuel. ■

recteur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Selon lui, « au lieu de museler les voix critiques, les autorités doivent mettre fin à la répression croissante de l'opposition pacifique et libérer immédiatement les personnes détenues pour le simple fait d'avoir exprimé leur opinion ». Un analyste politique malien ayant requis l'anonymat abonde dans le même sens : « ces détentions répétées de responsables politiques, d'activistes et de figures publiques envoient un signal inquiétant. Elles restreignent la liberté d'expression et créent un climat de peur dans l'espace public ». ■



ALEXIS KALAMBRY

« Une guerre ne se gagne pas uniquement par les armes »

Dans cet entretien, le journaliste Alexis Kalamby analyse la dynamique actuelle des groupes armés au Mali et les raisons profondes de leur enracinement. Il estime que seule une réponse combinant sécurité, justice, développement et discours religieux inclusif peut ramener la stabilité durable.

PROPOS REÇUEILLIS PAR MOHAMED KENOUVI

Est-ce que l'on comprend clairement aujourd'hui ce que veulent les jihadistes ? On doit d'abord se poser la question : que veulent-ils ? Parce que, visiblement, ils ont les mêmes attitudes que des terroristes classiques. On ne peut pas dire qu'ils défendent une idéologie précise, puisqu'ils ne conquièrent ni villages ni contrées. Ils viennent, sèment la terreur, puis s'en vont. Ils profitent surtout de la faiblesse et de l'absence de l'État pour s'imposer localement. Ils avancent masqués derrière des causes religieuses, mais leurs motivations réelles sont souvent opportunistes, liées au contrôle social et économique local.

Pourtant, à leurs débuts leurs revendications semblaient plus claires...

Effectivement. En 2012, leur discours portait sur le départ des Occidentaux. Ils disaient : « si la France s'en va, nous n'avons plus de revendication ». Mais aujourd'hui, la France et la MINUSMA sont parties et les jihadistes sont toujours là. Ils continuent de combattre, tout en renouvelant sans cesse leurs prétextes. On ne peut donc plus dire avec certitude ce qu'ils veulent réellement. Aujourd'hui, leurs revendications changent au gré des circonstances. Cela prouve qu'ils s'adaptent plus qu'ils ne défendent une cause fixe.

Comment expliquez-vous alors leur capacité à se maintenir ?

Ils exploitent les divisions communautaires et les différends non résolus par la justice : conflits de terres, oppositions entre éliteurs et sédentaires, rivalités entre villages. Ils s'enracinent en tissant des alliances locales, parfois en se mariant dans les familles de chefs. La crise actuelle, avec son lot de frustrations et de misère, nourrit leur discours. Ils se présentent comme des sauveurs dans un contexte où l'État est absent. Quand la justice n'existe pas ou qu'elle est perçue comme partielle, ces groupes deviennent des arbitres de proximité, ce qui renforce leur ancrage.

Quelle réponse pourrait inverser cette tendance ?

Quelle que soit notre puissance militaire, une guerre ne se gagne pas uniquement par les armes. Il faut le développement, le dialogue et surtout la présence effective de l'État. Mais cela ne suffit pas. Les jihadistes s'appuient sur une idéologie religieuse. Nous devons donc construire un discours religieux alternatif, tolérant et rassembleur. C'est seulement ainsi que nous pourrons espérer une solution durable à cette crise. Il faut une réconciliation locale capable de restaurer la confiance et de combler les vides.

On comprend clairement aujourd'hui ce que veulent les jihadistes ?

On doit d'abord se poser la question : que veulent-ils ? Parce que, visiblement, ils ont les mêmes attitudes que des terroristes classiques. On ne peut pas dire qu'ils défendent une idéologie précise, puisqu'ils ne conquièrent ni villages ni contrées. Ils viennent, sèment la terreur, puis s'en vont. Ils profitent surtout de la faiblesse et de l'absence de l'État pour s'imposer localement. Ils avancent masqués derrière des causes religieuses, mais leurs motivations réelles sont souvent opportunistes, liées au contrôle social et économique local.

Pourtant, à leurs débuts leurs revendications semblaient plus claires...

Effectivement. En 2012, leur discours portait sur le départ des Occidentaux. Ils disaient : « si la France s'en va, nous n'avons plus de revendication ». Mais aujourd'hui, la France et la MINUSMA sont parties et les jihadistes sont toujours là. Ils continuent de combattre, tout en renouvelant sans cesse leurs prétextes. On ne peut donc plus dire avec certitude ce qu'ils veulent réellement. Aujourd'hui, leurs revendications changent au gré des circonstances. Cela prouve qu'ils s'adaptent plus qu'ils ne défendent une cause fixe.

Comment expliquez-vous alors leur capacité à se maintenir ?

Ils exploitent les divisions communautaires et les différends non résolus par la justice : conflits de terres, oppositions entre éliteurs et sédentaires, rivalités entre villages. Ils s'enracinent en tissant des alliances locales, parfois en se mariant dans les familles de chefs. La crise actuelle, avec son lot de frustrations et de misère, nourrit leur discours. Ils se présentent comme des sauveurs dans un contexte où l'État est absent. Quand la justice n'existe pas ou qu'elle est perçue comme partielle, ces groupes deviennent des arbitres de proximité, ce qui renforce leur ancrage. ■

CHARTE PASTORALE : UN LEVIER ÉCONOMIQUE FACE À LA PRESSION FONCIÈRE

Le Mali est sur le point de revoir sa Charte pastorale pour sécuriser un secteur qui pèse pour près d'un cinquième du PIB. Cette réforme vise à transformer l'élevage en véritable moteur durable de croissance et de stabilité rurale.

MASSIRÉ DIOP

La révision de la Charte pastorale s'impose aujourd'hui comme une priorité économique nationale. L'enjeu dépasse la simple modernisation d'un texte juridique. Il s'agit de consolider un pilier de la souveraineté alimentaire et financière. Porté par une économie encore peu diversifiée et très dépendante de l'agriculture et des matières premières, le Mali vise une croissance d'environ 4,9% en 2025, soutenue notamment par les services et l'agriculture. Le secteur de l'élevage et de la pêche, longtemps perçu comme complémentaire à l'agriculture, représente désormais près de 19% du PIB et assure la subsistance d'environ 30% des ménages ruraux.

Contribution de l'élevage et de la pêche au PIB : **19%**

Dans un contexte de raréfaction des pâtrages et d'instabilité foncière, la relecture de la loi de 2001 apparaît comme une réponse pragmatique aux déséquilibres structurels du monde rural.

Pertes estimées liées au pillage de bétail : **19%**

Ménages ruraux dépendant du secteur : **30%**

Processus encadré L'atelier national tenu les 16 et 17 octobre 2025 à Bamako, soutenu par le projet PRAPS-2 de la Banque mondiale, a marqué une étape décisive dans ce processus.



La conformité des chartes pastorales de l'espace AES recommandée.

Les experts y ont validé le rapport provisoire issu des consultations régionales, qui souligne la nécessité d'adapter la législation aux nouveaux défis économiques, marqués par l'explosion démographique, l'extension des cultures de rente et l'intensification des investissements agricoles. Ces dynamiques entraînent une réduction continue des couloirs de transhumance, sources de conflits agropastoraux évalués à plusieurs milliards de francs CFA en pertes chaque année.

La révision de la loi n° 01-004 vise à instaurer une meilleure coordination entre les législations foncières et pastorales en garantissant un cadre juridique clair et stable. Pour les éleveurs, cette réforme doit permettre de

EN BREF

LCCP : UN LEVIER DE 100 MILLIARDS DE FRANCS CFA POUR RELANCER LE CONTENU LOCAL MINIER

Lancé le 27 octobre 2025 par AFG Bank Mali, le Local Content Champion Program (LCCP) mobilise une enveloppe exceptionnelle de 100 milliards de francs CFA pour financer et structurer les entreprises nationales du secteur minier. Soutenu par le Groupe Atlantique, ce programme vise à créer 2 000 emplois et à faire émerger 30 champions locaux capables d'opérer selon les standards internationaux d'ici 2027. Le dispositif repose sur une approche économique intégrée, à savoir l'accès au crédit, l'accompagnement technique et les outils financiers innovants comme le leasing, l'affacturage ou le capital-risque.

Ces mécanismes visent à surmonter le principal obstacle des PME malaises, le manque de financements structurés. Dans un secteur qui représente près de 10% du PIB et plus de 70% des exportations, l'initiative pourrait transformer la dynamique industrielle du pays. Selon le ministre des Mines, Amadou Keïta, le LCCP complète la loi sur le contenu local en offrant une réponse concrète aux besoins des sous-traitants. Portée par une banque en pleine ascension - désormais 8ème du pays - cette initiative traduit la volonté du Mali d'ancrer la valeur ajoutée au niveau national et de bâtir une économie minière inclusive, compétitive et durable. ■

Investissements La CEDEAO s'allie à l'OCDE

La CEDEAO et l'OCDE ont récemment signé un mémorandum d'entente (MoU) à Paris visant à renforcer la coopération régionale dans le commerce, l'investissement et l'intégration économique. Le cadre s'articule autour de la facilitation des échanges, du renforcement des chaînes de valeur et de l'autonomisation des jeunes et des femmes. Cet accord arrive à un moment critique. La CEDEAO compte une population d'environ 442

millions d'habitants, mais affiche une croissance économique modérée. Selon les dernières données disponibles, l'inflation cumulée des États membres et les tensions commerciales et sécuritaires pèsent sur l'attractivité pour les investissements étrangers. Cette dynamique externe pose un défi pour les pays de l'AES. Étant à l'écart de l'agenda d'intégration de la CEDEAO - OCDE, ils pourraient perdre en visibilité éco-

nomique face à la concurrence intra-régionale. En parallèle, le bloc auquel ils appartiennent désormais, la Confédération des États du Sahel, tente de construire sa propre architecture économique. L'accord CEDEAO - OCDE prévoit un soutien technique renforcé et pourrait mobiliser des milliards de dollars en investissements et en assistance pour l'Afrique de l'Ouest. Cette anticipation de flux nouveaux met la pression sur l'AES, qui

TPPE : LE SOCLE DU TISSU ÉCONOMIQUE

Selon le Recensement général des unités économiques (RGUE) 2021, les très petites et petites entreprises (TPPE) représentent plus de 76% du tissu entrepreneurial malien. L'INSTAT en livre une analyse actualisée dans son rapport du 27 octobre 2025.

CATÉGORIES DE TPPE DÉNOMBRÉES LORS DU RGUE

Micro-entreprises : **38 253**
Taux : **18,6%**
Nano-entreprises : **167 858**
Taux : **81,4%**
Total : **206 111** au Mali

CARACTÉRISTIQUES DES TPPE

Micro-entreprises
Effectif employé : **Moins de 10**
Taux : **19,4%**
Chiffre d'affaires annuel : Supérieur ou égal à **5 millions de francs CFA** et inférieur à **30 millions de francs CFA**
Nano-entreprises
Effectif : **Au moins 1 employé**
Chiffre d'affaires : Inférieur à **5 millions de francs CFA**

ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LES TPPE

Industrie : **41 183**
Taux : **19,4%**
Construction : **281**
Taux : **0,1%**
Commerce : **141 976**
Taux : **66,8%**
Services : **28 998**
Taux : **13,7%**
Total : **212 438**

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°549 du 30 octobre au 5 novembre 2025 

Source : INSTAT

CHACUE JEUDI 19H15
TM1
La télé qui vous allume !

MALI INNOV
Présenté par Aminata Keïta

STIV

SUSPENSION DES COURS : UNE MESURE DIVERSEMENT ACCUEILLIE

Face aux perturbations dans l'approvisionnement en carburant, les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur ont annoncé la suspension des cours du 27 octobre au 9 novembre 2025. Une mesure exceptionnelle qui suscite des réactions mitigées au sein de la communauté éducative.

MOHAMED KENOUI



Les acteurs de l'éducation divisés sur la suspension des cours.

Le communiqué conjoint publié le 26 octobre 2025 par les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis fin aux rumeurs : les cours sont suspendus sur toute l'étendue du territoire national jusqu'au dimanche 9 novembre inclus.

« Les cours reprendront le lundi 10 novembre 2025 », précisent les deux départements ministériels, qui justifient cette décision par « les perturbations dans l'approvisionnement en carburant qui affectent les mouvements des acteurs de l'école ». Depuis plusieurs jours, la rareté du carburant a fortement entravé la mobilité, à Bamako comme à l'intérieur du pays. Un grand nombre d'élèves et d'étudiants peinent à se rendre dans leurs établissements, tandis que des enseignants se retrouvent bloqués à plusieurs kilo-

mètres de leur lieu de travail. « Il devenait pratiquement impossible d'assurer la régularité des cours, surtout dans les établissements éloignés de la ville », souligne un responsable scolaire de Ségou, saluant une mesure « réaliste dans les circonstances actuelles ».

Cette suspension, bien qu'annoncée comme temporaire, illustre une fois de plus la vulnérabilité du système éducatif national face aux crises conjoncturelles.

Cependant, d'autres acteurs du secteur éducatif craignent un nouvel allongement du calendrier académique. « On venait à peine de retrouver un rythme normal après les retards de la rentrée. Deux semaines d'interruption, c'est un vrai défi pourachever les programmes à temps », alerte Adama Diarra, enseignant dans un lycée de Bamako.

ÉCHOS DES RÉGIONS

KATI : SAISIE D'UNE CITERNE DE GASOIL DÉTOURNÉE

Une opération de la gendarmerie de Kati a permis le mardi 28 octobre 2025 la saisie d'une citerne de gasoil détournée et vidée avant sa livraison. Le carburant, composé de 89 bidons de 20 litres et de 15 barils de 200, était illégalement stocké dans un magasin situé près du poste de péage de la ville. Le Préfet de Kati, Harouna Diarra, s'est rendu sur les lieux et a salué la vigilance des forces de sécurité, appelant la population à collaborer dans la lutte contre le trafic de carburant. Cette saisie survient dans le contexte de la grave pénurie d'hydrocarbures qui frappe le pays. Deux jours plus tôt, à Kayes, un camion-citerne contenant 45 000 litres de gasoil avait également été intercepté alors qu'il était en plein transvasement clandestin. Les autorités ont promis de renforcer les contrôles sur tout le territoire pour endiguer la fraude.

EN BREF

LA PÉNURIE DE CARBURANT DÉSORGANISE LES CIRCUITS ALIMENTAIRES À BAMAKO

Depuis plus de trois semaines, la raréfaction du carburant perturbe l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire de la capitale. Maraîchers, boulanger, vendeuses de légumes et transporteurs peinent à livrer leurs produits dans les marchés et points de vente. Plusieurs motos et camions de distribution sont immobilisés, provoquant des retards et des pertes de denrées périssables. Certains boulanger affirment réduire leur production quotidienne faute de pouvoir alimenter leurs fours ou transporter la farine depuis les dépôts. Dans certains quartiers, la livraison du pain est devenue difficile, les motos de distribution ne pouvant plus effectuer leurs tournées quotidiennes. Dans plusieurs quartiers périphériques, les vendeuses de légumes disent enregistrer des pertes importantes, faute de moyens de conservation. Sur les marchés de Médina Coura, Niamakoro et Lafiabougou, les prix des légumes et produits frais connaissent une hausse marquée. Les livreurs et petits commerçants affirment passer la nuit dans les stations-service pour espérer quelques litres d'essence. Les longues files d'attente, parfois de plusieurs kilomètres, perturbent la circulation et ralentissent les activités. Des témoins évoquent des tensions fréquentes aux abords des stations-service, où des files s'étendent parfois sur plusieurs centaines de mètres. Les gérants de stations, soumis à un ravitaillement aléatoire, ouvrent par intermittence, ce qui accentue la désorganisation. Face à cette situation, les acteurs du secteur appellent les autorités à assurer un approvisionnement régulier et mieux coordonné, estimant que la continuité de la chaîne agroalimentaire dépend d'un accès stable au carburant.

SOUDAN : UN DÉSASTRE HUMANITAIRE PROVOqué PAR LA CHUTE D'EL-FASHER

Après plus de cinq cents jours de siège, El-Fasher, dernière grande ville du Darfour encore contrôlée par l'armée soudanaise, est tombée aux mains des Forces de soutien rapide (RSF). L'assaut, mené le 26 octobre 2025, marque un tournant dans la guerre qui ravage le pays depuis avril 2023. La population, prise au piège, subit les bombardements, la faim et un isolement presque total.

MASSIRÉ DIOP



La lutte de pouvoir au Soudan s'intensifie à El-Fasher.

Des sources locales rapportent que la milice de Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemetti, a investi le quartier général de la 6ème division d'infanterie. Le Général Abdel Fattah al-Burhan a reconnu le repli de ses troupes d'El-Fasher, affirmant qu'il visait à « protéger les civils restants de la destruction systématique ». Depuis, des exécutions sommaires auraient visé des civils, parmi lesquels la militante Siham Hassan, tuée dans la nuit du 26 octobre. Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme s'inquiète de « violations graves et répétées »

Asie Trump en tournée pour réaffirmer la puissance américaine

Donald Trump poursuit depuis le 26 octobre une tournée asiatique qui l'a conduit en Malaisie, au Japon et en Corée du Sud. L'objectif est de consolider le leadership américain dans une région-clé des rivalités mondiales avec la Chine. Derrière les annonces d'accords commerciaux et industriels, cette tournée vise surtout à jauger la position de Pékin sur plusieurs dossiers sensibles, comme le soutien à Moscou, la question de Taïwan et le contrôle des ressources stratégiques. À Kuala Lumpur et à Phnom Penh, le Président américain a signé de nouveaux partenariats miniers et énergétiques destinés à diversifier les approvisionnements hors de Chine. À Tokyo et

à Séoul, il a appelé à une coopération renforcée face aux ambitions régionales de Xi Jinping et réaffirmé le soutien des États-Unis à leurs alliés asiatiques. Les discussions ont porté également sur les droits de douane hérités de la guerre commerciale de 2019, que Washington pourrait ajuster en échange d'un engagement chinois sur la stabilité régionale. Au-delà des enjeux économiques, Trump cherche à projeter une image de fermeté et de retour à l'influence mondiale. Cette tournée, à la fois diplomatique et économique, s'inscrit dans une stratégie visant à repositionner les États-Unis comme arbitre incontournable des équilibres asiatiques. ■ M.D

tées » commises contre la population. Dans cette ville assiégée, où vivent encore plus de 300 000 personnes, la situation humanitaire est catastrophique. Les marchés sont vides, les hôpitaux débordent et la majorité des habitations ont été détruites ou pillées. Les ONG alertent sur la famine imminente. Près d'un enfant sur cinq souffre déjà de malnutrition aiguë, faute d'eau et de nourriture. Une attaque de drones menée par les Forces de soutien rapide (RSF) le 10 octobre 2025 sur un camp de déplacés a fait au moins 60 morts, dont de nombreuses femmes et enfants. Sur le plan militaire, la perte d'El-Fasher affaiblit profondément le Général Abdel Fattah al-Burhan et son armée. Le Darfour passe désormais presque entièrement sous le contrôle des RSF, redéfinissant les équilibres de pouvoir à Khartoum et dans la région. L'affondrement de l'autorité centrale nourrit les craintes d'un éclatement du pays et d'une propagation de la violence aux frontières du Tchad et du Sud-Soudan. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que plus de 200 000 personnes ont fui vers la ville voisine de Tawila et que la population d'El-Fasher a chuté de près de 62% en 2025. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

OCÉANS FIÉVREUX : LES CORAUX EN SURCHAUFFE

La surchauffe des mers provoque un effondrement sans précédent des récifs coralliens, ces barrières naturelles vitales à la vie marine et aux économies côtières. Un rapport international publié récemment alerte sur la disparition accélérée des récifs coralliens, victimes de températures océaniques record. Plus de 60% des coraux mondiaux ont subi un blanchissement sévère cette année, du Pacifique aux Caraïbes en passant par l'océan Indien. En Afrique, les côtes du Kenya, de la Tanzanie et du Mozambique figurent parmi les plus touchées, tout comme les archipels des Comores et des Seychelles et Madagascar, où la pêche artisanale s'effondre. Selon les experts, les océans absorbent près de 90% de la chaleur issue des activités humaines, provoquant la mort des coraux, la chute des stocks de poissons et la perte de revenus pour des millions de personnes. Les scientifiques appellent à des actions comme la réduction des émissions, un moratoire sur la pêche industrielle et des investissements dans la restauration des récifs coralliens, véritables poumons bleus de la planète. ■

COUPE DU MONDE U17 2025 : LES AIGLONNETS PRÊTS POUR L'AVVENTURE MONDIALE

Après plusieurs semaines de travail intense, les Aiglonnets du Mali ont bouclé leur préparation le 28 octobre à Dubaï, avant de s'envoler pour le Qatar, où débutera le 3 novembre la Coupe du Monde U17. Les jeunes protégés du sélectionneur Adama Djefla Diallo affichent un visage rassurant et se disent prêts à défendre avec fierté les couleurs nationales sur la scène mondiale.

MOHAMED KENOUI



Les Aiglonnets en route pour le sacre mondial.

Avant leur départ pour Dubaï, les Aiglonnets avaient déjà disputé plusieurs matchs amicaux à Bamako, dont deux victoires convaincantes contre la sélection nationale U17 ayant pris part au tournoi UFOA U17 2025 (1-0 et 3-1). Ce

d'entraînement et participé à un mini-tournoi préparatoire. Deux rencontres internationales figuraient au programme. La première, disputée le 24 octobre 2025 face aux Émirats arabes unis, s'est soldée par un match nul (1-1), avec un but de Raymond Bomba sur penalty. La seconde, plus aboutie, a vu le Mali s'imposer le 28 octobre face aux États-Unis (3-1), grâce à des réalisations de Zoumana Ballo, Raymond Bomba et Ibrahim Diakité. Ce succès, salué par le staff technique, a permis d'évaluer la solidité de l'effectif et la complémentarité d'un groupe soudé. Au terme de ce stage fructueux, Adama Djefla Diallo s'est dit satisfait de l'état d'esprit et de la progression de ses joueurs, soulignant leur discipline et leur envie de bien faire. L'objectif est désormais clair : entamer la compétition sur une bonne dynamique et franchir le premier tour dans un groupe relevé comprenant la Nouvelle-Zélande, l'Autriche et l'Arabie Saoudite. Le Mali fera son entrée en lice le 5 novembre face à la Nouvelle-Zélande, avant d'enchaîner contre l'Autriche le 8 novembre et l'Arabie Saoudite le 11 novembre.

Forts de leur expérience africaine - Vice-champions d'Afrique en titre - et d'une préparation rigoureuse, les Aiglonnets abordent cette aventure mondiale avec confiance, animés par le rêve de hisser encore haut le drapeau malien parmi l'élite du football mondial des moins de 17 ans. Lors de la dernière édition, en Indonésie en 2023, le Mali avait décroché la médaille de bronze, terminant à la 3ème place du tournoi. ■

CAN Féminine Maroc 2026 Les Aigles Dames ratent la qualification

Cruelle désillusion pour les Aigles Dames du Mali : elles ne participeront pas à la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine, prévue au Maroc en 2026. Les protégées du sélectionneur national Birama Konaté se sont lourdement inclinées, le 28 octobre à Bamako, sur le score de 4-2 face aux Dames Requins Bleus du Cap-Vert, lors du match retour du deuxième et dernier tour des éliminatoires. Cette défaite met un terme aux espoirs du Mali de disputer une neuvième phase finale de la compétition. Pourtant, les Maliennes avaient pris une option favorable à l'aller, en s'imposant 1-0 à Praia. Mais elles n'ont pas su préserver leur avantage, cédant face à une équipe cap-verdienne plus réaliste, qui a su exploiter chaque erreur défensive de la sélection malienne. Une élimination amère qui appelle à une profonde remise en question, alors que les Aigles Dames doivent se remobiliser en vue des prochaines échéances continentales. ■



CARTONS DE LA SEMAINE

Le Stade Malien de Bamako et le Djoliba AC se sont qualifiés le 26 octobre 2025 respectivement pour les phases de groupes de la Ligue des Champions et de la Coupe de la CAF. Les deux représentants maliens sur la scène continentale connaîtront leurs adversaires lors du tirage au sort prévu le 3 novembre 2025.

La Commission de discipline de l'UEFA a ouvert le 28 octobre une procédure disciplinaire contre le **Président du LOSC, Olivier Létang**. Il est accusé de « conduite incorrecte » et risque une sanction après des propos déplacés tenus envers les arbitres lors de la rencontre d'Europa League du 23 octobre dernier entre Lille et le PAOK Salonique.

FESTIVAL NORD DU MALI : LA 2ÈME ÉDITION RÉVÈLE L'INESTIMABLE HÉRITAGE SEPTENTRIONAL

Après le succès de sa première édition, le Festival Nord du Mali revient pour la deuxième, transformant l'esplanade du Stade du 26 Mars à Bamako en un véritable carrefour culturel du 6 au 9 novembre 2025.

MASSIRÉ DIOP



La richesse culturelle du Nord du Mali mise en valeur.

L'initiative, portée par Aboubacar Sako dit Plaisir, se positionne comme un événement d'envergure nationale entièrement dédié à la valorisation des cultures du Nord. Elle ambitionne de faire de Bamako le théâtre d'une richesse culturelle qui, comme le souligne son initiateur, « nous rassemble au-delà des différences ». Le budget prévisionnel de cet événement, affiché à 50 806 850 francs CFA, est à la mesure de l'ambition affichée pour cette nouvelle édition, qui s'annonce « plus riche en rencontres, concerts, expositions, panels et moments de partage ».

La scène musicale accueillera une pléiade d'artistes emblématiques, symboles de la diversité et de la profondeur du répertoire du Nord. Le public aura l'occasion d'y retrouver de grands noms tels que Thialé Arby, Oumar Konaté, Kader Tarhanine, Afel Bocoum, ainsi que HB Ardo et Denis Almaloum. La présence du groupe Songhoï Blues et d'artistes comme Mc Flow et Abocar Madjou parachève cette affiche, promettant un panorama complet des sonorités qui font vibrer le Nord du Mali. Au-delà de la musique, cette deuxième édition est marquée par des innova-

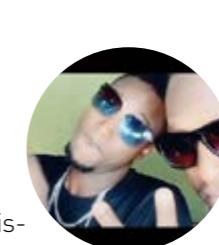
INFO PEOPLE

KUN FE KO D'OU-MOU SANGARÉ SÉDUIT LE NIGERIA



Le titre Kun Fe Ko d'Oumou Sangaré, extrait de l'album Worotan paru en 1996, connaît un succès inattendu au Nigeria, où il inspire artistes et créateurs de contenus sur TikTok et Instagram. Plusieurs musiciens nigérians, dont Burna Boy, Flavour, Brymo, Asa, Simi et Portable, ont repris ou remixé le morceau, devenu un véritable phénomène viral. DJs et danseurs de rue s'en sont également emparés, donnant une nouvelle vie au son du Wasoulou. Cette redécouverte de l'œuvre de la chanteuse malienne met en avant la puissance du patrimoine musical du Mali. Oumou Sangaré, reconnue envers le public nigérian, s'est dite ouverte à une collaboration régionale pour une version revisée du titre emblématique.

CONFLIT ENTRE PRINCE DIALLO, DJINXI B ET SAMASSÉKOU



Un différend persistant oppose l'artiste Prince Diallo à l'homme d'affaires Samassékou, figure connue du showbiz malien. Les tensions, anciennes, se sont ravivées sur les réseaux sociaux après plusieurs vidéos où Prince Diallo accuse Samassékou de trahison et d'ingérence dans sa carrière. L'artiste Djinxi B, réputé proche de Samassékou, est désormais cité comme allié de ce dernier et adversaire affiché de Prince Diallo. Des sources locales mentionnent des tentatives de médiation sans résultat définitif. Pour l'instant, aucune procédure judiciaire n'est engagée, mais la querelle divise le milieu musical, opposant deux générations d'artistes et leurs soutiens. Le conflit est largement suivi dans les espaces culturels de Bamako.

tions majeures, ancrées dans la volonté d'honorer l'histoire et l'identité du Nord. L'une des plus marquantes est la reproduction en grande taille du monument Alfarouk de Tombouctou. Cette initiative représente un hommage concret aux racines et un puissant moyen d'affirmer la richesse du patrimoine de la région. En prélude au festival, un Challenge Vidéo Officiel a été lancé autour de la chanson Festival Nord du Mali du groupe Bifenix. Le concours invite le public à publier sur les réseaux sociaux des vidéos créatives-danse, playback ou sketch- avec, à la clé jusqu'à 100 000 francs CFA et des tickets gratuits pour les concerts. Son objectif est de mobiliser la jeunesse et de populariser la musique du festival. Les participations sont ouvertes jusqu'au 1^{er} novembre 2025. La deuxième édition a été annoncée le 18 octobre 2025, au CICB, lors d'une conférence de presse. Les organisateurs ont reconnu que le principal défi cette année était la mobilisation du public, rendue difficile par la crise nationale du carburant. Malgré un contexte difficile qui complique la circulation et la logistique, les organisateurs affichent leur détermination à maintenir l'événement. Pour M. Sako, le Festival Nord du Mali n'est pas qu'une manifestation culturelle, mais également un acte d'unité, de résistance et d'espoir, symbole de la foi, de la solidarité et de la créativité qui font vivre la culture malienne. ■

Journal du Mali

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélie DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Afribone

Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité**.



20 28 00 00
www.afribone.com

